

sécurité énergétique

pour un approvisionnement énergétique sûr pour notre pays

Communiqué de presse

Les leçons immédiates de l'accident nucléaire japonais 18 mars 2011

La Fondation Sécurité Énergétique est atterrée par ce qui est en train de se passer au Japon. Au delà de la compassion que l'on doit avoir pour le peuple japonais, il est de notre devoir de tirer les leçons de cette catastrophe nucléaire.

La fin de l'énergie nucléaire a sonné. Il est temps de se tourner résolument vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. La Fondation Sécurité Énergétique lance un appel à nos autorités pour qu'elles prennent la seule décision qui s'impose, le non renouvellement des centrales nucléaires suisses. Seule cette décision permettra à notre pays de prendre les décisions nécessaires pour dynamiser les renouvelables et les économies d'énergie. **La sécurité de la population est en jeu et la Suisse est en mesure d'assurer un approvisionnement énergétique propre et responsable!**

Le rapport Weinmann, commandé par la Fondation Sécurité Énergétique, montre clairement qu'il est possible de se passer de l'énergie nucléaire. Il a estimé un potentiel d'économie d'électricité conservateur de 13 TWh (alors que la Confédération parle de 19 TWh) et un potentiel de production à partir des énergies renouvelables de 15 TWh. Ce qui représente au total 28 TWh alors que la production nucléaire suisse se montait en 2010 à 25 TWh.

En attendant que tous ces potentiels soient mis en oeuvre, il faut accepter une transition avec des centrales au gaz naturel. Le gaz naturel a de nombreux avantages. Il permet de régler la production aléatoire des énergies renouvelables. La chaleur produite peut être récupérée et utilisée en remplacement des chauffages à mazout dans les concepts de chauffage à distance, ce qui génère une réduction des émissions de CO₂ pour le chauffage des habitations. De plus, il est possible d'injecter dans le réseau de gaz du biogaz et de l'hydrogène sans devoir modifier les installations. Concernant les émissions de CO₂, elles sont intégralement compensées et cette compensation permet de dynamiser des projets d'économie d'énergie.

Afin de mieux comprendre pourquoi la Suisse prend un risque énergétique à ne rien décider, il est important d'analyser la situation électrique du Japon

Le Japon compte 127 millions d'habitants, le nucléaire représente 30% de leur production électrique le reste se répartissant entre: 28% charbon, 22% gaz naturel, 8% hydraulique et 11% autres (solaire, éolien, géothermie, ...). Ils consomment 1'250'000 GWh d'électricité contre 63'000 GWh pour les suisses.

55 réacteurs nucléaires se répartissent dans 17 centrales. 11 réacteurs sont à l'arrêt, mais selon l'agence Reuters plusieurs centrales thermiques seraient également à l'arrêt ce qui provoquerait une perte de capacité électrique de 10'800 MW (Gösgen a une puissance de 1000 MW). Afin de

remédier à ce manque, le premier ministre russe Vladimir Poutine a d'ores et déjà donné l'ordre, samedi, d'augmenter les livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) provenant du gisement de Sakhaline. Le Japon, qui ne produit quasiment pas de gaz et ne dispose pas de gazoducs, est le premier acheteur de GNL au monde. En 2009, il a acheté à lui seul 35% des cargaisons.

Dans le passé, les arrêts de fonctionnement du parc nucléaire japonais ont déjà eu des impacts substantiels sur le marché du GNL. En juillet 2007, l'arrêt de Kashiwazaki-Kariwa, la plus grande centrale nucléaire du monde (8000 MW), avait entraîné une nette hausse des prix du gaz naturel liquéfié. A la suite d'un tremblement de terre de 6,8 sur l'échelle de Richter, à tout juste 16 kilomètres du site, cette centrale avait dû subir des réparations pendant deux ans, avant de pouvoir redémarrer. Aujourd'hui encore, trois de ses sept réacteurs sont à l'arrêt. En 2002, la fermeture de 17 des 54 réacteurs nucléaires de l'Archipel pour des inspections de sécurité avait également entraîné une hausse de 11% de la demande de GNL l'année suivante selon Bernstein.

Alors que le Japon produit la moitié des cellules photovoltaïques du monde (notamment grâce aux leaders du secteur Sharp, 3^{ème} producteur mondial en 2007 et Kyocera), il n'a installé que 2000 MW de puissance contre 3800 MW en Allemagne. On peut imaginer qu'une telle catastrophe nucléaire remette en question toute la politique énergétique de ce pays et qu'il pourrait se réorienter massivement vers les énergies renouvelables. Car même si le tsunami avait détruit un champ éolien offshore, les répercussions pour la population ne seraient pas les mêmes que les retombées radioactives qu'ils subissent aujourd'hui. D'autre part, les coûts de cette catastrophe resteront largement en dessous des coûts qui auraient permis l'installation massive d'énergies renouvelables.

Cette catastrophe nucléaire nous montre que l'homme ne pourra jamais maîtriser les éléments naturels, même le Japon qui est une nation très préparée pour les tremblements de terre n'a pas réussi à empêcher un accident nucléaire. Aujourd'hui, des alternatives crédibles et rentables existent. Alors agissons de manière responsable pour une meilleure sécurité énergétique de notre pays.

Pour plus d'informations: www.securiteenergetique.ch

Jean-Louis Sottas, président, 079/716.10.50

Dr Isabelle Chevalley, membre du conseil de Fondation, 079/627.92.30